



Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Quarante-deuxième session
23 janvier-3 février 2023

Résumé des communications des parties prenantes concernant Sri Lanka*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, compte tenu de la périodicité de l'Examen périodique universel et des textes issus de l'Examen précédent¹. Il réunit 46 communications² de parties prenantes à l'Examen, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales³ et coopération avec les mécanismes s'occupant des droits de l'homme

2. Jubilee Campaign a recommandé à Sri Lanka de ratifier le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, ainsi que la procédure de communication interétatique prévue par la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 ont recommandé à Sri Lanka de ratifier le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants⁵.

3. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé à Sri Lanka de mettre en œuvre le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁶.

4. Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires a engagé Sri Lanka à signer et ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, eu égard à l'urgence de la question au niveau international⁷. Global Alliance Against Traffic in Women lui a recommandé de signer et ratifier la Convention n° 189 de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant la reconnaissance et la protection des droits des travailleurs domestiques⁸. Human

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.



Rights Watch lui a recommandé de ratifier la Convention n° 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement au travail⁹.

5. Front Line Defenders a recommandé à Sri Lanka d'adresser une invitation permanente à la Rapporteuse spéciale sur la situation des défenseurs et défenseuses des droits de l'homme, dans l'optique d'accepter les recommandations de ces derniers concernant la protection et l'indépendance des défenseurs des droits de l'homme et de la société civile à Sri Lanka¹⁰.

B. Cadre national des droits de l'homme

1. Cadre constitutionnel et législatif

6. Amnesty International a affirmé que la vingtième révision constitutionnelle, adoptée en octobre 2020, avait porté atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et des principales institutions indépendantes, comme la Commission des droits de l'homme de Sri Lanka, en supprimant d'importants mécanismes de contrôle des nominations, ce qui avait eu pour effet de fragiliser l'état de droit et l'accès à la justice¹¹. Amnesty International a en outre appelé l'attention sur le fait que le Président n'était plus tenu de donner suite aux recommandations du Conseil parlementaire et que, par conséquent, les personnes désignées pour siéger aux commissions indépendantes ou pour occuper les postes les plus élevés du pouvoir judiciaire, ainsi que le Procureur général et l'Inspecteur général de la police, étaient de fait nommés par le Président, ce qui compromettait leur indépendance¹². Human Rights Watch a exprimé des préoccupations du même ordre¹³. Centre for Policy Alternatives a également souligné que le Bureau des personnes portées disparues n'avait pas réussi à gagner la confiance des personnes concernées dans le nord et l'est du pays¹⁴.

7. Les auteurs de la communication conjointe n° 8 se sont dits profondément préoccupés par le fait que, depuis le troisième examen de Sri Lanka, le cadre juridique et institutionnel du pays avait connu d'importants changements sous la présidence de Gotabaya Rajapaksa et que bon nombre des mesures progressistes promulguées en vertu de la dix-neuvième révision constitutionnelle, adoptée en 2015, avaient été annulées afin d'accroître les pouvoirs de l'exécutif¹⁵.

2. Cadre institutionnel et mesures de politique générale

8. Amnesty International a recommandé à Sri Lanka de dépolitiser la procédure de nomination au sein des institutions indépendantes, notamment à la Commission des droits de l'homme du pays et au Bureau du Procureur général de l'État, de manière à en faire des mécanismes de réparation indépendants, efficaces et fiables pour les victimes de violations des droits de l'homme dans le pays¹⁶.

9. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé à Sri Lanka de donner rapidement suite aux engagements concrets en matière de droits de l'homme énoncés dans le Plan d'action national en faveur des droits de l'homme, en particulier ceux qui garantiraient une protection contre les violations flagrantes des droits de l'homme qui perduraient et mettraient fin à l'impunité¹⁷.

C. Promotion et protection des droits de l'homme

1. Respect des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

Égalité et non-discrimination

10. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à Sri Lanka d'abroger le paragraphe 1 de l'article 16 de la Constitution pour faire en sorte que le principe de l'égalité garanti par la Constitution s'applique à toutes les lois¹⁸.

Droit à la vie, droit à la liberté et à la sécurité de la personne et droit de ne pas être soumis à la torture

11. L'Équipe du projet relatif à l'Examen périodique universel a constaté que la peine de mort était toujours prévue par les textes juridiques régissant le système pénal sri-lankais et que la dernière exécution judiciaire connue remontait à 1976. Malgré le moratoire de facto qui était en place à Sri Lanka, il avait été proposé de reprendre les exécutions pour faire face à l'augmentation du taux de criminalité¹⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé à Sri Lanka d'abolir la peine de mort et de commuer toutes les condamnations à mort en peines d'emprisonnement²⁰. L'Équipe du projet relatif à l'Examen périodique universel a formulé des recommandations similaires²¹.

12. Centre for Policy Alternatives s'est dit préoccupé par les exécutions extrajudiciaires qui perduraient dans le pays et par l'augmentation du nombre de cas dans le contexte de la crise actuelle²². Amnesty International s'est inquiétée des nombreux signalements de décès en garde à vue et de brutalités policières reçus au cours de la période considérée et du fait que la responsabilité pénale des agents des forces de l'ordre ou d'autres agents de l'État ne soit pas engagée dans de tels cas²³. Human Rights Watch a recommandé à Sri Lanka d'enquêter sur les allégations d'actes de torture, d'autres mauvais traitements et d'exécutions extrajudiciaires commis par la police et d'engager des poursuites contre les auteurs des faits²⁴.

13. Amnesty International a recommandé à Sri Lanka de tenir véritablement compte, de toute urgence, des demandes des familles de personnes disparues, de veiller à ce que le Bureau des personnes portées disparues accorde la priorité au droit des familles à la vérité, à la justice et à la réparation, à ce qu'il respecte ce droit et en facilite la réalisation, sans faire pression sur les familles afin de classer les dossiers de leurs proches disparus, et de garantir le fonctionnement efficace et indépendant du Bureau des personnes portées disparues et du Bureau des réparations²⁵.

14. Les auteurs de la communication conjointe n° 18 ont fait part de leur profonde inquiétude au sujet des nombreux éléments de preuves irréfutables qui confirmaient que les forces de sécurité sri-lankaises avaient systématiquement eu recours à la torture durant le conflit armé et du fait qu'un certain nombre d'organismes chargés de la sécurité de l'État perpétuaient cette pratique partout dans le pays. Selon les auteurs de cette communication, les méthodes de torture employées pendant la période de 2019-2022 comprenaient de violents passages à tabac, des coups de fouet, des coups de pied, le marquage au fer rouge, l'asphyxie au moyen de sacs imbibés d'essence ou de piment, des brûlures de cigarettes, le supplice de l'eau, la falaka, des violences sexuelles et des viols collectifs²⁶.

15. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 ont recommandé que les suspects placés en garde à vue bénéficient d'une série de droits strictement respectés par la police, tels que le droit à la présence d'un avocat pendant l'interrogatoire et l'enregistrement vidéo des aveux faits devant les agents de police. Ils ont également recommandé que le système de protection des témoins et des victimes soit revu et modifié, de manière à renforcer la protection des personnes qui portent plainte pour violences policières ou à garantir que les avocats plaçant dans ce type d'affaires ne fassent pas l'objet de harcèlement et de discrimination²⁷.

16. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont fait observer que Sri Lanka n'avait pas respecté les normes internationales relatives aux conditions de détention et au traitement des détenus, comme en témoignaient notamment les procédures d'entrée et de sortie obsolètes, voire parfois dégradantes, les conditions d'hébergement inappropriées et insalubres, la mauvaise qualité et le gaspillage de la nourriture, le manque d'eau et d'accès aux fournitures médicales, et le recours systématique à la violence pour maintenir la discipline dans les prisons²⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 ont recommandé l'adoption de mesures visant à réduire la surpopulation carcérale et à accroître le recours à des mesures non privatives de liberté pour les infractions mineures²⁹.

Droit international humanitaire

17. Amnesty International a signalé que les auteurs de violations graves des droits de l'homme et du droit humanitaire commises pendant la guerre n'avaient pas eu à répondre de leurs actes et que dans certains cas impliquant des membres de l'armée ou des partisans du Gouvernement, les suspects avaient été acquittés, les affaires avaient été retirées par le Procureur général ou le condamné avait bénéficié d'une grâce présidentielle³⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 ont recommandé à Sri Lanka de prendre toutes les mesures nécessaires pour poursuivre et punir les auteurs de violations du droit international des droits de l'homme et du droit humanitaire³¹.

Droits de l'homme et lutte antiterroriste

18. ADF International a dit craindre que l'absence de définitions dans la loi de 1979 sur la prévention du terrorisme et les termes vagues qui y étaient employés n'ouvrent la voie au ciblage arbitraire et abusif de personnes, en particulier celles appartenant à des minorités religieuses ou ethniques, et n'aient un effet dissuasif, lié à la peur des représailles, qui risquait d'étouffer la liberté d'expression³².

19. Christian Solidarity Worldwide s'est également inquiétée de ce que la loi sur la prévention du terrorisme conférait aux forces de sécurité des pouvoirs étendus pour arrêter et emprisonner les suspects, ce qui donnait lieu à plusieurs violations des droits fondamentaux (torture, arrestations et détentions arbitraires et répression de la liberté d'expression)³³.

20. Jubilee Campaign a en outre constaté que les autorités sri-lankaises se servaient de la loi sur la prévention du terrorisme et des modifications supplémentaires qui y avaient été apportées pour arrêter des membres de minorités musulmanes, dans le cadre des attentats à la bombe perpétrés contre des églises chrétiennes le dimanche de Pâques 2019 à Colombo, alors que les personnes arrêtées n'avaient aucun lien avec cette attaque terroriste³⁴.

Administration de la justice, y compris en ce qui concerne l'impunité, et primauté du droit

21. Centre for Society and Religion s'est dit préoccupé par le fait que depuis les attentats à la bombe du dimanche de Pâques, le traitement des affaires des victimes était retardé et l'impunité régnait³⁵.

22. Lawyers for Lawyers a recommandé à Sri Lanka de prendre immédiatement des mesures pour que des garanties suffisantes soient mises en place, en droit et dans la pratique, afin d'assurer pleinement l'indépendance et la sécurité des avocats et de les protéger efficacement contre toute forme de représailles en rapport avec leur activité professionnelle³⁶.

23. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont recommandé qu'une formation obligatoire aux questions de genre soit dispensée à tous les acteurs de la chaîne pénale, notamment la police, les avocats, les juges, le personnel des tribunaux et les conseillers de tribunaux. Ils ont également recommandé que des politiques ou des directives spécifiques relatives à la détermination des peines soient appliquées dans les cas de violence sexuelle et que des policières bilingues sensibles aux questions de genre soient présentes en permanence dans les Services de la police chargés des questions relatives aux femmes et aux enfants³⁷.

24. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 étaient profondément préoccupés de constater que le Gouvernement sri-lankais continuait de se soustraire à ses responsabilités et qu'aucun progrès n'avait été accompli treize ans après la fin de la guerre civile, qui était la pire atrocité jamais commise contre le peuple tamoul³⁸.

25. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont recommandé à Sri Lanka de prendre les initiatives suivantes : enquêter immédiatement et de manière impartiale sur tous les cas d'exécutions extrajudiciaires commises par les forces de sécurité et de recours excessif à la force par celles-ci, dans le cadre de la surveillance de manifestations ; revoir et mettre à jour, le cas échéant, les formations portant sur les droits de l'homme destinés aux forces de police et de sécurité avec l'aide d'organisations de la société civile indépendantes, en vue d'assurer une application plus cohérente des normes internationales des droits de l'homme, en particulier des Principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu³⁹.

Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique

26. Le Centre européen pour le droit et la justice (ECLJ) a affirmé que Sri Lanka devrait protéger la liberté de religion de tous ses citoyens, réformer le Code pénal et abolir les lois contre le blasphème, et consacrer la protection du prosélytisme, qui faisait partie des pratiques religieuses des adeptes de nombreuses religions⁴⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 se sont également dits profondément préoccupés par le fait qu'en 2008, le Ministère des affaires religieuses et de la promotion des valeurs morales avait publié une circulaire prévoyant l'obligation d'obtenir l'approbation du Ministère préalablement à toute éventuelle construction d'un lieu de culte⁴¹. À cet égard, les auteurs ont souligné que les circulaires relatives à l'enregistrement des lieux de culte étaient contraires à la Constitution et qu'elles devraient être retirées en priorité⁴².

27. ADF International a recommandé à Sri Lanka de garantir le plein respect de la liberté de religion ou de conviction et de la liberté d'expression, sans aucune discrimination, conformément au droit international des droits de l'homme, et de promouvoir le dialogue interconfessionnel et la tolérance religieuse afin de lutter contre l'hostilité sociale à l'égard des minorités religieuses et de prévenir la radicalisation⁴³. Les auteurs de la communication conjointe n° 4, Christian Solidarity Worldwide et Jubilee Campaign ont formulé des recommandations similaires⁴⁴.

28. Amnesty International s'est inquiétée de ce que l'espace laissé à la contestation s'était considérablement réduit depuis le précédent Examen, les membres de la police judiciaire, les défenseurs des droits de l'homme, les avocats, les parlementaires de l'opposition, les syndicalistes et les étudiants militants étant tous pris pour cible par l'État en représailles de leur travail. Selon Amnesty International, le Gouvernement et les groupes affiliés à celui-ci avaient eu recours à des campagnes de dénigrement, au harcèlement et à d'autres formes d'intimidation, effectué des descentes dans des locaux de médias, interrogé des journalistes, imposé des interdictions de voyager et procédé à des transfèrements et à des arrestations arbitraires pour contrôler la liberté d'expression et de réunion pacifique⁴⁵.

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont également constaté avec une vive préoccupation que le recours excessif à la force contre les défenseurs des droits de l'homme et les manifestants et l'application de lois restrictives visant à limiter l'espace civique et les libertés fondamentales se poursuivaient, et que les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes, les étudiants qui manifestaient et d'autres personnes exprimant des opinions dissidentes contre le Gouvernement continuaient de faire l'objet de persécutions judiciaires, de harcèlement et d'intimidation⁴⁶.

30. Front Line Defenders s'est inquiété du fait que les provinces du Nord et de l'Est – régions touchées par la guerre – restaient fortement militarisées et que les défenseurs des droits de l'homme des minorités qui se trouvaient dans le nord et l'est du pays étaient contraints de mener leurs activités de soutien aux victimes et de collecte d'informations sur les violences, dans un contexte extrêmement hostile⁴⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont recommandé à Sri Lanka de prendre des mesures immédiates pour démilitariser le nord et l'est du pays et restituer sans plus tarder à leurs propriétaires légitimes les terres occupées par les militaires depuis plus de trente-cinq ans⁴⁸.

31. Front Line Defenders a recommandé à Sri Lanka de mettre fin, immédiatement et sans condition, à l'intimidation, aux menaces, à la surveillance et à la violence dont étaient victimes les défenseurs des droits de l'homme, d'amener tout agent ou toute autorité de l'État à répondre de ses actes, de mettre immédiatement fin à tous les actes de harcèlement judiciaire contre des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile et de veiller à ce que les dispositions juridiques ne soient pas utilisées de manière sélective pour cibler les défenseurs des droits de l'homme⁴⁹.

32. PEARL a recommandé à Sri Lanka de cesser immédiatement le ciblage par les autorités officielles des journalistes, des militants de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme, de libérer les personnes injustement détenues et emprisonnées, d'enquêter sur les crimes dont étaient victimes des journalistes et d'autres défenseurs des droits de l'homme et d'en poursuivre les auteurs⁵⁰.

33. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 ont également recommandé à Sri Lanka de prendre des mesures visant à promouvoir un environnement sûr, respectueux et favorable à la société civile, notamment en abrogeant les dispositions juridiques et en éliminant les pratiques et les mesures de politique générale qui limitaient de manière injustifiée la liberté d'association, de revoir les lois qui restreignaient cette liberté, notamment la proposition de révision de la loi n° 31 de 1980 sur les organisations de services sociaux volontaires et la loi n° 7 de 2007 sur les sociétés⁵¹, et de s'abstenir d'en adopter de nouvelles.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont souligné que le système politique sri-lankais devait mieux tenir compte du pluralisme et de la diversité dans le pays, et que les personnes d'origines diverses et les communautés marginalisées étaient souvent laissées de côté et faisaient l'objet de discrimination. Ils ont recommandé à Sri Lanka de prendre des mesures pour faire en sorte que le Gouvernement soit composé de membres d'origines diverses et de personnes issues de communautés marginalisées du fait de leur appartenance ethnique, de leur sexe, de leur caste ou pour tout autre motif⁵². De même, Just Atonement a constaté avec préoccupation que le principe de l'égalité des droits politiques pour tous les groupes n'avait pas été codifié, ni appliqué, par Sri Lanka ; que les Tamouls et d'autres groupes minoritaires se heurtaient à une discrimination institutionnalisée qui les empêchait de participer pleinement et en toute sécurité à la vie politique⁵³.

Droit à la vie privée

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 se sont dits préoccupés par le fait que la surveillance des lieux de culte et des organisations confessionnelles, exercée sous couvert de sécurité nationale, avait été considérablement renforcée après les attentats de Pâques 2019⁵⁴. Ils ont recommandé à Sri Lanka de prendre des mesures pour mettre fin à la surveillance, aux menaces, au harcèlement et aux actes d'intimidation visant les lieux de culte des minorités et les organisations de la société civile qui les défendaient⁵⁵.

Droit de se marier et de fonder une famille

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que la loi sur le mariage et le divorce musulmans codifiait de nombreuses coutumes répandues chez les musulmans et contenait un bon nombre de dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, ce qui était contraire aux normes internationales en matière de droits de l'homme⁵⁶. Just Atonement s'est vivement inquiété de ce que cette loi exposait les femmes et les filles musulmanes au mariage d'enfants, au mariage sans consentement et à des restrictions disproportionnées en matière de divorce⁵⁷.

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à Sri Lanka de modifier l'Ordonnance générale sur le mariage et l'enregistrement, de manière à autoriser le divorce par consentement mutuel et à permettre aux musulmans d'enregistrer leurs mariages conformément à cette ordonnance, et d'accélérer l'introduction des modifications proposées à la loi sur le mariage et le divorce musulmans⁵⁸.

Interdiction de toutes les formes d'esclavage, y compris la traite des personnes

38. Global Alliance Against Traffic in Women a noté que Sri Lanka avait accepté quatre recommandations relatives à la lutte contre la traite des personnes. Cependant, le pays n'y avait pas donné suite⁵⁹.

Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

39. Global Alliance Against Traffic in Women a affirmé que pendant la période considérée, Sri Lanka avait maintenu en vigueur des politiques et des lois discriminatoires qui empêchaient les femmes de bénéficier de l'égalité d'accès au droit au travail, et a recommandé au pays de réexaminer et d'abroger les lois et les politiques discriminatoires qui limitaient la capacité des femmes à partir travailler à l'étranger⁶⁰.

40. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont recommandé à Sri Lanka d'adopter une législation complète sur les travailleurs domestiques, en tenant compte des conventions de l'OIT et des meilleures pratiques internationales, et de mettre en place des mécanismes solides destinés à assurer de manière systématique la mise en œuvre pleine et équitable de la loi⁶¹. Ils lui ont également recommandé de garantir des mesures adéquates en matière de santé et de sécurité au travail pour les travailleurs, conformément aux normes nationales et internationales du travail, ainsi qu'un suivi efficace par le Ministère du travail⁶².

41. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont en outre recommandé à Sri Lanka de revoir la structure des salaires journaliers des travailleurs des plantations, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, et de veiller à ce que toutes les lois et réglementations relatives au travail soient appliquées aux personnes employées dans les secteurs informels⁶³.

Droit à la sécurité sociale

42. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont relevé avec préoccupation que les programmes de protection en matière de sécurité sociale en vigueur à Sri Lanka ne suffisaient pas pour faire face aux nombreuses dimensions de la pauvreté et de la vulnérabilité, qui allaient s'aggraver dans les mois et les années à venir au fur et à mesure que la crise économique s'intensifiait. Ils ont également fait remarquer que le système de détermination de l'admissibilité était opaque, discrétionnaire et susceptible de conduire à des abus en ce qu'il laissait aux autorités locales une vaste marge de manœuvre pour retenir des bénéficiaires privilégiés et en exclure d'autres, et que dans le cadre de la répartition des transferts d'argent liés à la Covid-19, des ingérences politiques avaient été largement signalées⁶⁴.

Droit à un niveau de vie suffisant

43. Amnesty International a constaté avec préoccupation que l'exercice du droit à la santé, à l'éducation, à la sécurité sociale, ainsi qu'à une nourriture et un niveau de vie suffisants était gravement compromis par la crise économique actuelle, provoquée par un fort déséquilibre de la balance des paiements et une grave pénurie de devises, et a fait observer que cette crise était aggravée par les confinements liés à la Covid-19, les réductions d'impôts antérieures à la pandémie et la perte de l'accès aux marchés internationaux des capitaux. Les médicaments essentiels, les denrées alimentaires, le gaz de cuisine et le carburant faisaient défaut, faute de devises destinées à financer les importations. En outre, Amnesty International a souligné qu'une interdiction des engrais chimiques imposée en avril 2021 avait été préjudiciable à la production alimentaire nationale, ce qui devait inévitablement déboucher sur des pénuries alimentaires⁶⁵. L'organisation a recommandé à Sri Lanka de formuler des propositions concernant la fourniture, pendant la crise économique, d'une « aide d'urgence » financée de manière adéquate, afin de garantir à tous l'accès à un niveau de vie suffisant, et de faire appel à cette fin à la coopération et à l'assistance internationales, le cas échéant⁶⁶.

44. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont affirmé que la crise alimentaire avait provoqué une crise nutritionnelle ; les familles étaient de plus en plus nombreuses à basculer en dessous du seuil de pauvreté et avaient de moins en moins les moyens d'accéder à une alimentation contenant les nutriments essentiels⁶⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 21 ont recommandé à Sri Lanka de garantir la sécurité alimentaire, en mettant en place des structures permanentes destinées à protéger la population, notamment par le contrôle strict des prix des marchandises, en particulier des denrées alimentaires essentielles, du kérosène et du gaz, et la fourniture d'un appui et de subventions aux agriculteurs et aux pêcheurs⁶⁸.

45. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont relevé l'absence de politique nationale en matière de logement et le fait qu'environ 800 000 familles frappées par la pauvreté n'avaient pas de logement, ni accès à un hébergement leur offrant une protection appropriée⁶⁹, et ont recommandé à Sri Lanka de consacrer le droit au logement dans sa législation et ses politiques⁷⁰.

46. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont constaté que, malgré l'existence d'une politique nationale sur l'assainissement, une partie considérable de la population, comme les personnes handicapées, les habitants des bidonvilles urbains et les personnes vivant dans des plantations, n'avait toujours pas accès à l'eau et à l'assainissement⁷¹.

Droit à la santé

47. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont recommandé à Sri Lanka d'assurer la disponibilité des médicaments essentiels au sein des services de santé, de garantir l'accès des personnes, et plus particulièrement des groupes les plus vulnérables, aux soins de santé, et d'offrir aux travailleurs du secteur de la santé un environnement de travail propice⁷².

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 se sont vivement inquiétés de ce que la mésinformation et des pratiques culturelles répandues donnaient lieu à diverses violences obstétricales, qui s'entendaient des mauvais traitements infligés dans le cadre des soins fournis pendant la grossesse, l'accouchement ou le post-partum immédiat. Ils ont recommandé à Sri Lanka de prendre des mesures pour protéger le droit des femmes à une maternité sans risque et à l'accès à des services d'obstétrique appropriés, d'enquêter sur les cas de violence obstétricale et d'en poursuivre les auteurs⁷³.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 5 ont recommandé à Sri Lanka de renforcer les mesures visant à garantir l'accès des filles, des adolescentes et des femmes, y compris celles vivant dans les zones rurales, à des services appropriés en matière de santé sexuelle et procréative, notamment à des méthodes contraceptives modernes, à la planification familiale, à l'avortement et à des services après l'avortement⁷⁴.

Droit à l'éducation

50. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont affirmé que pour garantir la participation productive des jeunes à l'économie, l'égalité d'accès à une éducation de qualité pour tous les enfants, y compris les enfants ayant des difficultés financières et les enfants handicapés, devrait être assurée⁷⁵.

51. Broken Chalk a recommandé à Sri Lanka de mettre en œuvre les politiques adoptées récemment pour modifier les dispositions juridiques contraires à l'enseignement obligatoire et de faire en sorte que tous les enfants aient un accès ininterrompu à l'éducation, en particulier les filles musulmanes, compte tenu des circonstances culturelles, socioéconomiques et religieuses qui les en empêchaient⁷⁶.

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont recommandé à Sri Lanka de : créer dans les écoles un environnement inclusif et de les doter de conseillers qualifiés, sensibles aux réalités et aux besoins physiques et affectifs des étudiants ; d'imposer une politique de tolérance zéro en matière de discours haineux dans les écoles ; d'offrir des bourses d'études aux étudiants défavorisés pour leur ouvrir l'accès à des cadres d'apprentissage diversifiés et inclusifs⁷⁷.

Droits culturels

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont fait observer que la culture des Malayaga Makkal – par exemple le Karagam, le Kimmi, le Kavadi, le Kamkoothu, le Ponnar Sangar et l'Archunan Thabasu – n'avait pas été reconnue et ne bénéficiait pas de l'appui des ministères de tutelle⁷⁸.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont dit craindre que le fait de ne pas reconnaître et faire respecter les droits linguistiques de la communauté tamoule malayaga n'ait eu une incidence négative sur le plein exercice, dans des conditions d'égalité, des droits de citoyen, ainsi que sur l'aspiration à une véritable réconciliation, l'unité nationale et la gouvernance efficace⁷⁹.

55. Tamil Genocide Memorial a fait part de son inquiétude au sujet de la destruction des cimetières de combattants tamouls, qui était délibérée et planifiée par le Gouvernement sri-lankais, et a souligné que ces cimetières étaient les lieux de sépulture de plus de 40 000 combattants tamouls et des lieux de commémoration des morts⁸⁰.

Développement, environnement, et entreprises et droits de l'homme

56. Just Atonement a insisté sur le fait que Sri Lanka était particulièrement vulnérable face aux changements climatiques, en raison d'une combinaison de facteurs, parmi lesquels sa situation géographique, son climat, la rareté de ses ressources et sa dépendance à l'égard des revenus agricoles. L'organisation s'est inquiétée de ce que les changements climatiques risquaient de faire peser une charge excessive sur les femmes et les minorités ethniques, du fait de leur exclusion séculaire, des normes sociétales et de leur présence disproportionnée dans des secteurs vulnérables face à ces changements⁸¹.

57. Just Atonement a recommandé à Sri Lanka d'élaborer une stratégie nationale d'adaptation à long terme à l'élévation constante du niveau de la mer et à l'évolution de la situation météorologique, en tenant compte de différents moyens d'adaptation, tels que la protection, l'hébergement et la réinstallation planifiée ; de se préparer à la multiplication des catastrophes naturelles et à leurs répercussions sur les droits de l'homme⁸².

58. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont affirmé que la loi sur l'environnement avait introduit un processus accepté à l'échelon international, appelé « Évaluation de l'impact sur l'environnement » (EIE), dans le cadre de la stratégie mise en œuvre pour parvenir à un développement durable. Cependant, l'EIE manquait de transparence et ne répondait pas à l'obligation de rendre des comptes sur l'évaluation, le suivi et l'approbation des projets de développement⁸³.

2. Droits de certains groupes ou personnes

Femmes

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont constaté qu'au cours du précédent Examen, Sri Lanka avait reçu 39 recommandations l'invitant à renforcer et à améliorer les mesures de protection des droits des femmes, ainsi que 11 recommandations relatives à la prévention et à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, notamment des recommandations préconisant l'intensification des efforts visant à éliminer les violences sexuelles⁸⁴. Human Rights Watch a constaté avec préoccupation que rien n'avait été fait à cet égard⁸⁵.

60. Just Atonement a fait observer que les femmes et les filles subissaient des violences graves et de fortes discriminations fondées sur le genre, telles que le viol et la violence domestique, largement répandus, mais que les auteurs des infractions étaient rarement contraints de rendre compte de leurs actes, et que le viol conjugal n'était toujours pas érigé en infraction, sauf dans les cas où le couple était séparé⁸⁶. Human Rights Watch a recommandé à Sri Lanka de supprimer toutes les exceptions relatives au viol conjugal dans les lois criminalisant le viol ; d'exiger de la police qu'elle enquête en bonne et due forme sur les actes de violence fondée sur le genre, notamment lorsqu'il s'agissait de violences infligées à une femme par son époux, et qu'elle en poursuive les auteurs⁸⁷. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont formulé des recommandations similaires⁸⁸.

61. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont fait part de leur inquiétude concernant les mutilations génitales féminines ou excisions, connues localement sous le nom de « sunnat » ou « khatna » et pratiquées à Sri Lanka par les communautés maures, malaises et bohras, qui continuaient d'être une pratique très peu reconnue et prise en compte dans le pays. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à Sri Lanka d'adopter une loi interdisant toutes les formes de mutilations génitales féminines et d'excisions dans le pays et de mettre en place un plan d'action national visant à éliminer cette pratique préjudiciable sous toutes ses formes dans l'ensemble du pays, notamment en consacrant des ressources aux domaines de la prévention et de l'éducation⁸⁹.

Enfants

62. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont indiqué que le pourcentage de mariages d'enfants à Sri Lanka était d'environ 10 % et que ce phénomène touchait plus particulièrement certaines communautés. Si l'Ordonnance de 1908 sur l'enregistrement des mariages (chap. 112) fixait l'âge minimum du mariage à 18 ans, il y était néanmoins expressément énoncé que cette disposition ne s'appliquait pas aux musulmans, ce qui constituait une discrimination à l'égard des filles musulmanes qui ne bénéficiaient dès lors d'aucune protection contre le mariage d'enfants, le mariage précoce et le mariage forcé. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 ont recommandé à Sri Lanka de faire en sorte que l'âge minimum du mariage soit fixé à 18 ans dans la législation, pour toutes les filles, sans exception et quelle que soit leur religion ou la communauté à laquelle elles appartenaient ; notamment grâce à la modification des dispositions de la loi sur le mariage et le divorce musulmans⁹⁰.

63. Alliance of Youth to End Violence Against Children a engagé Sri Lanka à prendre les mesures voulues pour interdire les châtiments corporels dans tous les contextes, en adoptant les lois nécessaires à cet effet, et à prendre des mesures énergiques et pragmatiques pour donner suite à toutes les recommandations qui lui ont été adressées dans le cadre du troisième Examen et par tous les organes conventionnels afin qu'il mette fin aux châtiments corporels dans tous les contextes, encourage le recours à des méthodes disciplinaires non violentes en remplacement des châtiments corporels et mène des campagnes d'information pour sensibiliser la population aux effets néfastes de tels châtiments⁹¹.

Personnes handicapées

64. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 ont affirmé que les personnes handicapées avaient été constamment marginalisées dans la vie politique et la société sri-lankaises, essentiellement en raison d'une approche caritative du handicap entretenue par des influences religieuses et culturelles. L'approche dominante était toujours celle de la charité et de l'assistance, ce qui était contraire aux obligations prévues par la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les auteurs ont également souligné que toute tentative d'appliquer une approche fondée sur les droits de l'homme au moyen de cadres directifs et législatifs était restée purement rhétorique et n'avait jamais été concrétisée⁹².

65. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 ont recommandé que les institutions d'État relevant des organismes publics nationaux ou locaux et des conseils provinciaux et chargées des affaires culturelles et de l'industrie du divertissement explorent les moyens d'accroître la possibilité pour les personnes handicapées de participer à des activités culturelles, de divertissement, de loisir et de sport, au même titre que le reste de la société⁹³.

66. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 ont recommandé à Sri Lanka d'élargir la définition du handicap dans la loi électorale n° 28 de 2011 de manière à inclure tous les électeurs handicapés et à prévoir une assistance adaptée au type de handicap des électeurs concernés⁹⁴.

67. Les auteurs de la communication conjointe n° 22 ont également recommandé à Sri Lanka de prévoir des ressources suffisantes, tant au niveau national que local, pour fournir les équipements nécessaires aux enfants handicapés, soutenir les parents de familles à faibles revenus et veiller à la protection des enfants handicapés grâce à un système de suivi systématique⁹⁵. Ils lui ont en outre recommandé d'élargir les possibilités d'emploi pour les personnes handicapées dans les secteurs public et privé, de les préparer à occuper un emploi, de leur offrir des services de conseil en matière d'emploi et une formation d'adaptation, et de créer des conditions de travail adéquates⁹⁶.

Peuples autochtones et minorités

68. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont recommandé à Sri Lanka de reconnaître les droits des peuples Adivasi, leur statut juridique, leurs moyens de subsistance traditionnels, leur droit d'accès à la terre et d'être protégés contre l'appropriation des terres, leur identité linguistique, ainsi que leur droit à la santé et à l'éducation⁹⁷.

69. Amnesty International a affirmé que les Tamouls continuaient d'être victimes de harcèlement dans la province fortement militarisée du Nord⁹⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 ont signalé que la quête de justice pour les victimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité avait essuyé un revers, en raison de la réticence du Gouvernement sri-lankais à poursuivre les forces civiles et les forces de sécurité ayant soumis les peuples tamouls à des massacres et des viols⁹⁹.

70. Amnesty International a recommandé à Sri Lanka de veiller à ce que toute agression contre des communautés minoritaires donne rapidement lieu à une enquête impartiale et efficace et à ce que les auteurs présumés de tels actes soient poursuivis en justice, et de rejeter les politiques et les propositions qui portaient atteinte aux droits de ces communautés, y compris les incinérations forcées et la proposition d'interdire le port du niqab¹⁰⁰.

71. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 se sont inquiétés de l'insuffisance, dans de nombreux postes de police du pays, du nombre d'agents de police parlant tamoul et présents en permanence, même dans les zones où la population parlait majoritairement cette langue. Ils ont également fait observer que, souvent, les plaignants des communautés tamoules et musulmanes n'étaient pas en mesure de comprendre pleinement la plainte de la police ou la déclaration sous serment qu'on leur demandait de signer¹⁰¹.

72. Human Rights Watch a recommandé à Sri Lanka de modifier la loi sur le Pacte international relatif aux droits civils et politiques afin d'éviter qu'elle ne soit utilisée de manière abusive dans le but de poursuivre des membres de minorités ethniques et religieuses pour des propos protégés par le droit international des droits de l'homme ; de s'engager à lutter contre les discours incitant à la violence, à la discrimination ou à l'hostilité à l'égard des minorités ; de mettre fin aux restrictions dénuées de fondement visant les pratiques funéraires ; de permettre aux membres de la communauté tamoule de commémorer les victimes de la guerre civile et de leur rendre hommage en toute liberté¹⁰².

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 se sont dits inquiets de constater que les peuples malayaga makkal continuaient d'être exclus de tout accès aux services publics et aux programmes de protection sociale au niveau local et que, dans le contexte de la hausse fulgurante du coût de la vie, cette communauté constituait l'un des groupes sociaux les plus précaires de Sri Lanka¹⁰³. PEARL a recommandé au pays de veiller à ce que les minorités religieuses et ethniques soient correctement représentées au sein des organes directeurs chargés des questions religieuses et culturelles¹⁰⁴.

74. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont fait observer que les membres de la communauté malayaga makkal étaient nombreux à vivre dans des logements alignés et surpeuplés, dans de mauvaises conditions d'hygiène et sans accès suffisant à l'eau potable, alors qu'il existait des habitations à loyer modéré, et que les indicateurs de santé étaient faibles et témoignaient de nombreux problèmes ayant trait à la malnutrition, à la mortalité infantile, à l'insuffisance pondérale à la naissance, à la santé maternelle et à la diminution de l'espérance de vie¹⁰⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 14 ont recommandé à Sri Lanka de reconnaître dans la Constitution la communauté tamoule malayaga, en tant que groupe ethnique national distinct ; de garantir aux Tamouls malayaga un accès approprié aux programmes de protection sociale du Gouvernement, y compris aux prestations offertes au titre du programme Samurdhi, aux secours en cas de catastrophe et aux autres aides de l'État, sans aucune discrimination ; d'élaborer conjointement un plan d'action national pour le développement politique, économique, social et culturel des Tamouls malayaga, de faire en sorte qu'il soit immédiatement mis en œuvre et qu'il fasse l'objet d'une surveillance et d'un suivi réguliers¹⁰⁶.

75. PEARL a recommandé à Sri Lanka de mettre au point un processus transparent, accessible et souple pour que les revendications foncières des Tamouls et d'autres personnes touchées par le conflit soient prises en considération, même en l'absence de documents officiels, conformément aux meilleures pratiques internationales¹⁰⁷.

Personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes

76. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont affirmé qu'à Sri Lanka, les relations homosexuelles étaient érigées en infraction par des lois d'origine coloniale sur la sodomie, en particulier le Code pénal établi par les Britanniques en 1883 et les dispositions des articles 365 et 356A du Code pénal, et que l'ordonnance de 1841 sur le vagabondage érigeait en infraction les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe¹⁰⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 2 ont également mis l'accent sur le fait que Sri Lanka continuait de criminaliser les relations sexuelles consenties entre personnes de même sexe, qu'il rendait onéreuse l'obtention de la reconnaissance juridique de l'identité de genre et qu'il n'avait pas modifié sa Constitution ni promulgué des lois interdisant la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité et l'expression de genre (OSIG). Ils ont en outre regretté que, de ce fait, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTQI) de Sri Lanka se trouvaient extrêmement exposées au harcèlement, à la violence et à la discrimination exercés par des acteurs étatiques et par la société en général, ce qui entraînait leur marginalisation extrême et contraignait beaucoup d'entre elles à cacher leur identité¹⁰⁹. Human Rights Watch et les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont exprimé des préoccupations du même ordre¹¹⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont recommandé à Sri Lanka d'abroger les articles 365 et 365A du Code pénal, ainsi que des articles spécifiques d'autres lois qui érigeaient l'homosexualité en infraction, notamment l'ordonnance sur le vagabondage, la loi sur l'armée de l'air et la loi sur l'armée¹¹¹.

77. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 ont souligné que la discrimination pendant les entretiens d'embauche était l'un des problèmes courants auxquels devaient faire face bon nombre de personnes LGBTQI+, les personnes transgenres, dont l'expression de genre était différente du sexe assigné à leur naissance, étant plus susceptibles de se trouver dans de telles situations¹¹². Les auteurs de la communication conjointe n° 20 ont recommandé à Sri Lanka de garantir à tous les membres de la communauté des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers, intersexes et asexuels l'égalité d'accès, sans discrimination, aux soins de santé, à l'éducation, à l'emploi et au logement¹¹³. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 ont également recommandé que les lois relatives à la violence sexuelle s'appliquent expressément aux victimes-survivants LGBTQI¹¹⁴.

Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

78. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 étaient préoccupés de constater que le fait de ne pas pouvoir justifier de son identité était le principal facteur qui retardait l'approbation des demandes de citoyenneté sri-lankaise et l'obtention d'une carte d'identité nationale, indispensable pour avoir accès à divers services publics, notamment pour l'ouverture d'un compte bancaire, l'accès à l'éducation, l'obtention d'un permis de conduire, d'un passeport ou d'un emploi, ainsi que l'accès aux allocations de réinsertion et aux régimes de protection sociale, et sans laquelle il n'était pas possible de travailler et de gagner sa vie¹¹⁵.

79. Organization for Elankai Refugees Rehabilitation a recommandé à Sri Lanka d'élaborer un cadre politique pour les réfugiés rapatriés qui permettrait de répondre aux principales préoccupations et aux questions spécifiques liées à la réinsertion durable des réfugiés¹¹⁶. De même, les auteurs de la communication conjointe n° 13 ont recommandé au pays de garantir la délivrance de documents essentiels aux réfugiés rapatriés et l'accès de ces populations à la terre, à un logement, à l'éducation, à des moyens de subsistance et à l'emploi, et de collaborer avec le Gouvernement indien afin de garantir les droits des réfugiés¹¹⁷.

80. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont insisté sur le fait que Sri Lanka devrait respecter le principe de non-refoulement et permettre aux demandeurs d'asile d'entrer dans le pays afin que la validité des motifs de leur demande d'asile puisse être correctement déterminée¹¹⁸.

81. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 ont recommandé à Sri Lanka d'élargir le système éducatif pour faire en sorte qu'il prévoise la scolarisation obligatoire des réfugiés et des demandeurs d'asile jusqu'à l'âge de 16 ans au moins, conformément aux normes nationales¹¹⁹. Global Alliance Against Traffic in Women lui a également recommandé de mettre en place un plan national de préparation visant à protéger les droits des travailleurs migrants et à les mettre à l'abri de l'endettement, en cas de futures pandémies ou d'autres crises mondiales¹²⁰.

Déplacés

82. Les auteurs de la communication conjointe n° 1 ont noté qu'en octobre 2020, GJS Hub avait mené, dans le district de Jaffna de la province du Nord, une enquête sur le niveau de vie des ménages de déplacés qui portait sur les expériences découlant de situations prolongées de déplacement s'étendant sur plus de trois décennies, vécues par les déplacés, selon leur sexe. Ils ont conclu que, dans l'ensemble, il existait un écart important entre les hommes et les femmes s'agissant de la manière dont ils avaient vécu les déplacements prolongés au fil des ans, notamment en ce qui concernait les budgets des ménages et leurs préoccupations en matière de sûreté et de sécurité¹²¹.

Notes

¹ See A/HRC/37/17, A/HRC/37/17/Add. 1 and A/HRC/37/2.

² The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org (one asterisk denotes a national human rights institution with A status).

Civil society

Individual submissions:

ADF International	ADF International, Geneva (Switzerland);
AI	Amnesty International, London (United Kingdom);
AYEVAC	Alliance of Youth to End Violence Against Children, Nawala (Sri Lanka);
BCN	The Stichting Broken Chalk, Amsterdam (Netherlands);
CPA Sri Lanka	Centre for Policy Alternatives, Colombo (Sri Lanka);
CSR Sri Lanka	Centre for Society and Religion, Colombo (Sri Lanka);
CSW	Christian Solidarity Worldwide, New Malden (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
CUDH	Conseil Universel Des Droits De L'Homme, Bellegarde sur Valserine (France);
ECLJ	European Centre for Law and Justice, Strasbourg (France);
FLD	Front Line Defenders - The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders, Dublin (Ireland);
GAATW	Global Alliance against Traffic in Women, Bangkok (Thailand);
HRW	Human Rights Watch, Geneva (Switzerland);
ICAN	International Campaign to Abolish Nuclear Weapons, Geneva (Switzerland);
JAI	Just Atonement Inc., (United States of America);
JUBILEE	Jubilee Campaign, Fairfax, VA (United States of America);
L4L	Lawyers for Lawyers, Amsterdam (Netherlands);
OfERR (Ceylon)	Organization for Elankai Refugees Rehabilitation, Colombo (Sri Lanka);
OTA	Ottawa Tamil Association, Ottawa (Canada);
PEARL	People for Equality and Relief in Lanka, Washington, D.C. (United States of America);
SCC	Stop Child Cruelty Trust, Colombo (Sri Lanka);
TGM	Tamil Genocide Memorial, Kanata (Canada);
UPR BCU	The UPR Project at BCU, Birmingham (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);

Joint submissions:

JS1	Joint submission 1 submitted by: Gender, Justice and Security Hub, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); UKRI GCRF Gender, Justice and Security
-----	---

- Hub, International Centre for Ethnic Studies (ICES) and University College London (UCL);
- JS2 **Joint submission 2 submitted by:** Equal Ground, Nawala (Sri Lanka); Equal Ground, Sri Lanka and Center for International Human Rights (CIHR) of Northwestern Pritzker School of Law (USA);
- JS3 **Joint submission 3 submitted by:** Equality Now, Nairobi (Kenya); Centre for Equality and Justice;
- JS4 **Joint submission 4 submitted by:** Joint Submission by The Asia-Pacific Association of Jehovah's Witnesses and The European Association of Jehovah's Witnesses, Selters (Germany); Asia-Pacific Association of Jehovah's Witnesses The European Association of Jehovah's Witnesses;
- JS5 **Joint submission 5 submitted by:** World Organisation Against Torture, Geneva (Switzerland); Mannar Women's Development Federation (MWDF);
- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** World Evangelical Alliance, Geneva (Switzerland); Asia Evangelical Alliance Christian Solidarity Worldwide;
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation, Johannesburg (South Africa); - Asian Human Rights Commission (AHRC);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** International Federation for Human Rights, Paris (France); The Center for Human Rights and Development (CHRD);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** Global Tamil Action Group, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Australian Tamil Congress, British Tamils Forum, Maison du Tamil Eelam (France), Norwegian Council of Eelam Tamils, Swiss Tamil Action Group, United States Tamil Action Group;
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Alliance Creative Community Project, Etobicoke Toronto (Canada); Transnational Government of Tamil Eelam's (TGTE);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Coalition of NGOs for UPR - Sri Lanka, Palaviya (Sri Lanka); Alliance for Minorities, Women's Action Network, Muslim Women's Development Trust and Equality Now;
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** Right to Life Human Rights Centre, Colombo (Sri Lanka), Sri Lankan Collective Against Torture, Right to Life Human Rights Centre, Rule of Law Forum, National Fisheries Solidarity Organisation, Human Rights Office Kandy, Human Rights First Aid Centre Gampaha, Uva Shakthi Foundation, National Peace Council Law and Society Trust, Centre for Policy Alternatives Families of the Disappeared, Centre for Protecting Prisoners Rights;
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** Centre for Society and Religion, Colombo (Sri Lanka), National Fisheries Solidarity, Movement for National Land and Agriculture Reforms, Law and Society Trust, SAVISTRI National Women Movement, Janawaboda Kendraya, Right to Life Human Rights Organization, Justice for All, FIAN Sri Lanka, Center for Society and Religion, Families of the Disappeared, Sri Vimukthi Fisher Women Organization, Rural Workers Organization, Mannar District Fisheries Solidarity Organization, Kilinochchi District Fisheries Organization, Mullaitivu District Fisheries Solidarity, Jaffna District Fisheries Solidarity Organization, Southern Fisheries Organization, Southern Fisheries Organization, DIFSO-Ampara, Batticaloa District Fisheries Solidarity Organization, Trincomalee District Fisheries Solidarity, Miridiya Organization, Praja Shayogitha Sansadaya, Tendral District

- Women Federation, Voice of Northern Province Women, Northern Province Women Federation, People's Movement Against Port City, RDS, Valarpirai Citizen Forum, Kilakku Sooriyan Women District Committee, Vali North Resettlement Organization, NPFPU, Mannar & Jaffn, Poonthalir Women District Committee, Vali North Citizen Forum, Vali East Citizen Forum, Marumalarchchi Women District Organization, Stand Up Movement, Citizen Forum Tricomalee, RDS, Sampoor, Udayam District Women Organization, Citizen Forum Mannar, Nesakaram Citizen Forum, Valarpirai District Women Organization, Savistree, Praja Abilasa Network, PARL, Lanka Farmers Forum-Colombo, UWWO-Wellawaya, PPPO-Paanama, IPHC, Brandigampola;
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** Social Institute for Development of Plantation Sector (SIDPS), Maskeliya (Sri Lanka); All Ceylon United Employee Foundation (ACUEF), Centre for Social Concern (CSC), Communist Worker's Union, Elbert Welfare Foundation, HARTS Organization, Hill Country Mass Movement for Social Justice, Leo Marga Asharam (LMA), LIDS Social Development Centre, Midland Peoples' Forum, Movement for Protection of Loolekandura, Monaragala Peoples' Development Foundation (MPDF), Navayugam Social Development Foundation (NSDF), Organization for Sustainable Community Development (OSCOD), Peoples' Movement for Social Justice, Social Cooperation Movement (SCM), Social Institute for Development of Plantation Sector (SIDPS), Theshiya Kalay Ilakiya Peravayie, United Plantation Workers Union (UPWU), Upcountry Civil Society Collective (UCSC);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Association Bharathi Centre Culturel Franco-Tamoul, MAUREPAS (France), Bharathi Centre Culturel Franco Tamoule Association des Etudiants Tamoule de France (France), Association Tourner La Page (France), Association LE PONT, Association Tamil Uzhagam, Society for Development and Community Empowerment, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), Society for Development and Community Empowerment (SDCE), Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Association Pour les Victimes du Monde, Kenya Community Development Group (KCDG), Association Congolaise pour le Développement Agricole, Association ABC TAMIL OLI, Association Culturelle des Tamouls en France (A.C.T.F.), Association Jeunesse Etudiante Tamoule (J.E.T.), Association Thendral, Association Internationale Contre les Disparitions forcées, Gouvernement en Exil du Tamil Eelam, ASSOCIATION DES ANONYMES ET PERSÉCUTES DU GÉNOCIDE TAMOULE ASSOCIATION DES FEMMES SOLIDAIRES DU MONDE, Global Tamil Movement, Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Association pour le Droit de l'Homme et le Développement Durable, Association internationale des Droits de l'Homme de Bourgogne (AIDHB), Association Mondiale des Droits de l'Homme (A.M.D.H), Association international des Droits de l'Homme;
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Refugee Advocates Group, Colombo (Sri Lanka), The Returnees Forum, South Asian Network of Refugees and Internally Displaced Persons (SANRIN), Asylum Desk, Forum for Plural Democracy;
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** Association Tourner La Page, MAUREPAS (France), Tourner La Page, Association des Etudiants Tamoule de France, Association Bharathi Centre

Culturel Franco Tamoule, Association LE PONT, Association Tamil Uzhagam, Society for Development and Community Empowerment, Association Burkinabé pour la Survie de l'Enfance, Solidarité Internationale pour l'Afrique (SIA), Society for Development and Community Empowerment (SDCE), Association Mauritanienne Pour la Promotion du Droit, Association Pour les Victimes du Monde, Kenya Community Development Group (KCDG), Association congolaise pour le développement agricole, Association ABC TAMIL OLI, Association Jeunesse Etudiante Tamoule (J.E.T.), Association Thendral, Association Culturelle des Tamouls en France (A.C.T.F.), Association Le Collectif La Paix au Sri Lanka, Association pour le Droit de l'Homme et le Développement Durable, Association Internationale des Droits de l'Homme de Bourgogne. (AIDHB), Association Mondiale des Droits de l'Homme (A.M.D.H), Association internationale des Droits de l'Homme, Association internationale Contre les Disparitions forcées, Gouvernement en Exil du Tamil Eelam, Association des anonymes et persécutés du génocide tamoule, Association des femmes solidaires du monde, Action Sri Lankales caribous liberestamil-style (T-STYLE), Mouvement Associatif des Jeunes et des Etudiants, Association Humaniste de France, Le conseil international pour les droits de l'hommevent, Sables Association des Juristes Spécialisés en Droits Etrangers (A.J.S.D.E.), Etudiants pour Une Société durable Paris, Association caritative étudiante pour la jeunesse, Association de défense et de promotion des droits de l'homme, Association d'aide aux migrants, Association droit et talents de femmes, Association Femmes Solidaires (AFS), Association lutte contre la violence faite aux femmes, Association Pour la Solidarité Internationale (ASI), Association Jeunesse Insertion Solidarité (AJIS), Association de solidarité Bordeaux, Association pour la Prévention et la Solidarité Internationale (APSI), Association for Prevention and international Solidarity (APSI), Comité International de Coordination Humanitaire (C.I.C.H.), Association mondiale pour la justice et le droit des victimes, World association for justice and victims' law, Actions pour la protection et la défense des droits de l'homme, Collectif de Femmes pour les Droits de l'Homme (CFDH), Women's collective for human rights (CFDH), Association des jeunes du village, Solidarité internationale sante-logistique humanitaire, Aide citoyenne et développement concerté, Association culture femmes, Association internationale pour la promotion de la sante et le développement durable (S2D), Association Espoir des Sociétés pour le Développement durable (AESD), Association des femmes pour la lutte contre la pauvreté, Association de la solidarité des étudiants de Bordeaux, Centre de la Sorbonne pour le droit international et les relations internationales, Alliance pour la Justice Internationale (A.J.I.), Association pour la solidarité France-Afrique, Association femmes de la médiation, Fédération Etudiante des Droits de l'Homme (FEDH), Conseil national des droits de l'homme et du citoyen, Association Solidarité Sans Frontière et d'Education (ASSFE), Actions écologiques françaises, Association Internationale des Journalistes Indépendants (AIJI), Action de la jeunesse pour le développement durable, Citoyens en action, Association représentative des droits de l'homme en France, Acte Solidarité Internationale pour les Droits de l'Homme (ASIDH), Association pour la Justice Pénale Internationale (A.J.P.I.), Agaram Translation Services (AGA);

JS18

Joint submission 18 submitted by: The International Truth and Justice Project – Sri Lanka, Johannesburg (South Africa);

JS19	ITJP et JDS Lanka ; Joint submission 19 submitted by: National Council of Canadian Tamils, Brampton (Canada); International Council of Eelam Tamils (ICET); National Council of Canadian Tamils, Italian Council of Tamils (Italy), Council of Eelam Tamils in Germany (Germany), National council of New Zealand Tamils (New Zealand), Swiss Council of Eelam Tamils (Swiss), Dutch Tamil Forum (Netherlands), Tamil cultural centre Belgium, National council of Sweden Tamils (Sweden), Campaign for Tamil Justice – Australia, Danish Federation of Tamil Associations (Denmark), Maison du Tamil Eelam France (France), Norwegian Council of Eelam Tamils (Norway);
JS20	Joint submission 20 submitted by: Hype Sri Lanka, Colombo (Sri Lanka); Youth coalition of Sri Lanka;
JS21	Joint submission 21 submitted by: Women’s Action Network (Sri Lanka); University of Minnesota Human Rights Litigation and Advocacy Clinic;
JS22	Joint submission 22 submitted by: Disability Organisations Joint Front, Rathmalana (Sri Lanka);
JS23	Joint submission 23 submitted by: Asian Network for Free Elections, Bangkok (Thailand); Asian Network for Free Elections; People’s Action for Free & Fair Elections (PAFFREL); Centre for Monitoring Election Violence (CMEV);
JS24	Joint submission 24 submitted by: Coalition of Civil Society Organizations with Équité Sri Lanka, Kohuwala (Sri Lanka);

³ The following abbreviations are used in UPR documents:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment
OP-CAT	Optional Protocol to CAT
CRC	Convention on the Rights of the Child
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD
ICPPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance

⁴ Jubilee Campaign, para. 4.

⁵ JS8, para. 75.

⁶ JS17, pages 10–11.

⁷ ICAN, page 2.

⁸ GAATW, para. 24.

⁹ HRW, para. 19. See also JS14, para. 11.

¹⁰ FLD, para. 38, page 6.

¹¹ AI, para. 10.

- 12 AI, para. 11. See also JS12.
- 13 HRW, para. 2. See also JS9, para. 9.
- 14 CPA, para. 2.
- 15 JS8, para. 3.
- 16 AI, para. 31.
- 17 JS17, para. 10.
- 18 JS 11, para. 26.
- 19 UPR BCU, paras. 4–5.
- 20 JS17, para. 10.
- 21 The UPR Project at BCU, page 8.
- 22 CPA, para. 3.1.
- 23 AI, para. 24.
- 24 HRW, para. 24.
- 25 AI, paras. 32 and 35. See also submissions by OTA and JS12.
- 26 JS18, para. 41.
- 27 JS12, paras 11 and 13.
- 28 JS13, para. 50.
- 29 JS12, Recommendation 14, page 22.
- 30 AI, para. 30.
- 31 JS17, page 10.
- 32 ADF International, paras. 7 and 10.
- 33 CSW, para. 11.
- 34 JUBILEE, para. 12.
- 35 CSR, para. 3.
- 36 L4L, page 5.
- 37 JS3, para. 48.
- 38 JS19, page 2.
- 39 JS7, para. 6.4.
- 40 ECLJ, para. 26.
- 41 JS6, paras 15–16.
- 42 JS6, para. 34.
- 43 ADF International, para. 25.
- 44 JS4, para. 43; CSW, paras. 34–36; JUBILEE, paras. 30–31.
- 45 AI, para. 18.
- 46 JS7, paras. 1.4–1.5.
- 47 FLD, para. 8.
- 48 JS15, para. 9. See also JS8, para. 74.
- 49 FLD, para. 38, page 6. See also AI, para. 48.
- 50 PEARL, para. 21.
- 51 JS7, para. 6.1.
- 52 JS20, page 2.
- 53 Just Atonement, para. 26.
- 54 JS6, para. 27.
- 55 JS6, para. 38.
- 56 JS11, paras. 3–4.
- 57 Just Atonement, para. 30.
- 58 JS11, para. 26.
- 59 GAATW, para. 2.
- 60 GAATW, paras. 17 and 24.
- 61 JS14, para. 10.
- 62 JS14, para. 9.
- 63 JS14, paras. 6 and 8.
- 64 JS13, para. 9.
- 65 AI, para. 16.
- 66 AI, para. 45.
- 67 JS13, para. 4.
- 68 JS21, page 9.
- 69 JS13, para. 13.
- 70 JS13, para. 27.
- 71 JS13, para. 82.
- 72 JS13, para. 3.
- 73 JS5, para. 36.
- 74 JS5, para. 39.

-
- ⁷⁵ JS20, page 6.
⁷⁶ BCN, para. 23.
⁷⁷ JS20, page 9.
⁷⁸ JS13, para. 65.
⁷⁹ JS14, para. 8.
⁸⁰ TGM, para. 2.
⁸¹ Just Atonement, para. 3.
⁸² Just Atonement, paras. 18–19.
⁸³ JS20, page 15.
⁸⁴ JS3, para. 3.
⁸⁵ HRW, para. 14.
⁸⁶ Just Atonement, para. 29.
⁸⁷ HRW, para. 19.
⁸⁸ JS3, para. 48.
⁸⁹ JS11, paras. 17 and 26. See also JS5, paras. 34–35.
⁹⁰ JS11, paras. 23 and 25–26. See also HRW, para. 19.
⁹¹ AYEVAAC, para. 14. See also SCC, page 6.
⁹² JS22, page 1.
⁹³ JS22, para. 52.
⁹⁴ JS23, para. 17.
⁹⁵ JS22, para. 43.
⁹⁶ JS22, para. 33.
⁹⁷ JS13, para. 20.
⁹⁸ AI, para. 26.
⁹⁹ JS10, page 2.
¹⁰⁰ AI, paras. 50–51.
¹⁰¹ JS3, para. 17.
¹⁰² HRW, para. 35.
¹⁰³ JS13, para. 60.
¹⁰⁴ PEARL, para. 40.
¹⁰⁵ JS13, para. 60.
¹⁰⁶ JS14, paras. 1, 3 and 5.
¹⁰⁷ PEARL, para. 34. See also JS6, para. 37.
¹⁰⁸ JS24, para. 4.
¹⁰⁹ JS2, paras. 1–2 and 7–8. See also JS24, para. 13.
¹¹⁰ HRW, paras. 25–26; JS24, para. 22.
¹¹¹ JS24, para. 15. See also JS2, para. 62.
¹¹² JS24, para. 10.
¹¹³ JS20, page 10.
¹¹⁴ JS3, para. 48.
¹¹⁵ JS16, para. 9.
¹¹⁶ OfERR (Ceylon), page 2.
¹¹⁷ JS13, para. 21.
¹¹⁸ JS16, para. 21.
¹¹⁹ JS16, para. 25.
¹²⁰ GAATW, para. 24.
¹²¹ JS1, paras. 5–7.
-